



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

RAPPORT D'EXECUTION AU 31 MARS DU BUDGET DE L'ETAT, GESTION 2018

Loi n° 2017-40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018

AVRIL 2018

DEVELOPPEMENT DES SIGLES

AFS	:	Acompte Forfaitaire Spécial
ANDF	:	Agence Nationale du Domaine et du Foncier
CFPB	:	Contribution Foncière des Propriétés Bâties
CGI	:	Code Général des Impôts
DGDDI	:	Direction Générale des Douanes et Droits Indirects
DGI	:	Direction Générale des Impôts
DGTCP	:	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FNRB	:	Fonds National des Retraites du Bénin
FR	:	Fonds Routier
IBNC	:	Impôt sur les Bénéfices non Commerciaux
IFU	:	Identifiant Fiscal Unique
IRPP	:	Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques
ODD	:	Objectifs de Développement Durable
OHADA	:	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PC2D	:	Programme de Croissance pour un Développement Durable
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PPTE	:	Pays Pauvre Très Endetté
RFU	:	Régime Foncier Urbain
SICOPE	:	Système Intégré de Cotisation et des Pensions
SIGFiP	:	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIGMAP	:	Système Informatisé de Gestion des Marchés Publics
SIPIBE	:	Système Informatique de Préparation Intégrée du Budget de l'Etat
SYDONIA	:	Système Douanier Automatisé
TAF	:	Taxe sur les Activités Financières
TDL	:	Taxe de Développement Local
TPU	:	Taxe Professionnelle Unique
TUCA	:	Taxe Unique sur les Contrats d'Assurance
TUTR	:	Taxe Unique sur les Transports Routiers
TVA	:	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VPS	:	Versement Patronal sur Salaires

Sommaire

RESUME EXECUTIF	5
INTRODUCTION	7
I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN MARS 2018	8
A- Environnement économique international	8
B- Environnement économique national	9
II- SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2018	10
A- Recettes budgétaires	10
A-1- Recettes des administrations financières.....	11
A-2-Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)	16
A-3- Recettes du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et des autres organismes publics.....	17
A-4- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS).....	18
A-5- Autres recettes budgétaires	18
B- Dépenses budgétaires.....	19
B-1- Budget Général.....	19
B-2- Dépenses de fonctionnement et charges de la pension.....	23
B-3- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS).....	24
C- Solde budgétaire d'exécution	25
III- SITUATION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 31 MARS 2018	25
A- Mobilisation des ressources	25
B- Exécution des charges de trésorerie.....	26
IV- MODIFICATIONS INTERVENUES AU COURS DU 1 ^{er} TRIMESTRE 2018	28
CONCLUSION.....	30

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Indice global du chiffre d'affaire au premier trimestre 2018	9
Tableau n° 2 : Evolution des réalisations des recettes brutes des administrations financières au 31 mars 2017 et 2018	12
Tableau n° 3 : Décomposition des réalisations brutes de la DGDDI à fin mars 2017 et 2018	13
Tableau n° 4 : Point du recouvrement des recettes de la DGI au 31 mars 2017 et 2018	15
Tableau n° 5 : Point du recouvrement des recettes de la DGTCP au 31 mars 2017 et 2018	16
Tableau n° 6 : Evolution des réalisations des recettes du FNRB et des autres organismes publics au 31 mars 2017 et 2018	18
Tableau n° 7 : Récapitulatif de la mobilisation des autres ressources budgétaires à fin mars 2017 et 2018	19
Tableau n° 8 : Evolution des engagements des dépenses ordinaires au 31 mars 2017 et 2018	22
Tableau n° 9 : Evolution des engagements des dépenses en capital à fin mars 2017 et 2018	23
Tableau n° 10 : Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale au 31 mars 2018	24
Tableau n° 11 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution à fin mars 2018	25
Tableau n° 12 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature à fin mars 2018	26
Tableau n° 13 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin mars 2018	27
Tableau n° 14 : Tableau de financement de l'exécution de la loi de finances pour la gestion 2018 à fin mars	28
Tableau n° 15 : Mouvement des crédits au titre du premier trimestre	29

RESUME EXECUTIF

L'exécution de la loi n° 2017-40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018, au premier trimestre, est marquée par la poursuite des efforts d'amélioration des recettes budgétaires et de maîtrise de la dépense publique.

Les résultats issus de la mise en œuvre de cette politique budgétaire se présentent comme ci-après :

1- Le budget de l'Etat

a- Recettes budgétaires

Les produits de recettes budgétaires enregistrés à fin mars 2018 ressortent à **230 218,1 millions de F CFA**, en hausse de **42 518,1,2 millions de FCFA**, soit **122,6%** de réalisation par rapport à l'objectif trimestriel de **187 700 millions de FCFA**. Rapportés aux prévisions annuelles de **1 135 609 millions de FCFA**, le taux de recouvrement s'établit à **20,3%** au-dessus de la programmation de la loi de finances. Ce niveau de réalisation qui ressort également supérieur de **33 977 millions de FCFA** au niveau de recouvrement atteint à fin mars 2017, est principalement imputable aux efforts de modernisation des régies financières. La communication des bases de données entre la DGI et la DGDDI et les revues de procédures de recouvrement, notamment l'informatisation, ont indu une amélioration de la collecte des produits. A titre d'illustration, les droits de douanes ont progressé de 21,0% pendant la période sous revue et les impôts sur les biens et services de 9,3%. Quant aux produits financiers, ils ont connu une réalisation de 6 630,0 millions de FCFA contre un recouvrement nul à fin mars 2017.

b- Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires, quant à elles atteignent, au premier trimestre 2018 un niveau d'engagement de **328 294,4 millions de francs CFA** sur un objectif trimestriel de **341 300 millions de FCFA**, soit un taux d'exécution de **96,2%**. Par rapport aux prévisions annuelles, l'exécution des dépenses affiche un taux de 23,3%, en hausse de 37 244,4 millions de FCFA, en comparaison infra-annuelle.

L'accélération notée au cours des trois premiers mois de 2018 est tirée principalement par les dépenses en capital qui se sont accrues de 40,7% contre 9,1% pour les dépenses ordinaires. Cette nette progression de la mise en œuvre des investissements publics s'explique par le démarrage de plusieurs projets dont les études de faisabilité ont été validées en 2017.

c- Solde d'exécution budgétaire

A fin mars 2018, l'exécution budgétaire présente un solde déficitaire courant de montant **53 596,2 millions de FCFA**, base ordonnancement contre **11 400,4 millions de FCFA** à la même date en 2017.

Au total sur une prévision annuelle de **1 862 918 millions de FCFA**, les ressources du budget de l'Etat ont été mobilisées pour un montant de **322 605,2 millions de FCFA** tandis que les charges ont été assurées à hauteur de **419 305,1 millions de FCFA**.

2- les opérations de trésorerie

Les ressources de trésorerie mobilisées à fin mars 2018 atteignent **92 378 millions de francs CFA**, soit 12,7% des prévisions annuelles contre 11,7% à la même période en 2017. Ce niveau de mobilisation est tiré notamment par les émissions de titres obligataires et de bons du trésor.

Les charges de trésorerie quant à elles ont été assurées à concurrence de 91 010,8 millions de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 19,9% contre 18,2% en 2017. Cumulées avec les opérations budgétaires à fin mars 2018, elles s'établissent à 419 305,1 millions de FCFA contre 347 852,1 millions de FCFA à la même période en 2017.

INTRODUCTION

L'exécution de la loi n° 2017-40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018 est marquée par un double défi : celui de la mobilisation effective des prévisions de ressources inscrites en loi de finances et celui de l'opérationnalisation des projets et programmes pour lesquels les études de faisabilité ont été validées au second semestre de l'année 2017.

Le pari de la réalisation de ces défis semble acquis au regard des niveaux affichés par la mobilisation des ressources et l'exécution des dépenses à fin mars 2018. La limitation de la progression des dépenses ordinaires au profit de celle des investissements publics est effective, attestant du succès des exercices de rationalisation des charges de fonctionnement des administrations publiques.

Le présent rapport dont la rédaction et la publication participent de la mise en œuvre de la transparence de la gouvernance financière publique retrace, par nature économique, le niveau d'exécution des opérations budgétaires et des opérations de trésorerie, au cours des trois premiers mois de mise en œuvre de la loi de finances pour la gestion 2018.

I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN MARS 2018

A- Environnement économique international

La croissance de l'économie mondiale devrait passer de 3,8% en 2017 à 3,9% en 2018 selon le Fonds Monétaire International (FMI, avril 2018). Elle est portée notamment par une accélération attendue dans les pays émergents et les pays en développement. Cette croissance s'expliquerait aussi par les effets expansionnistes des modifications apportées à la politique budgétaire américaine.

Aux Etats-Unis, l'économie américaine devrait poursuivre sa croissance en 2018 qui progresserait de 2,9% contre 2,3% en 2017. Cette accélération s'explique par le dynamisme des activités et l'affermissement de la demande extérieure.

Dans la zone euro, la reprise devrait s'accélérer légèrement, la croissance passant de 2,3% en 2017 à 2,4% en 2018. Cette accélération est soutenue par une demande intérieure vigoureuse dans l'ensemble de la zone, une politique monétaire accommodante et une demande extérieure soutenue.

En Chine, la croissance devrait fléchir légèrement de 6,9% en 2017 à 6,6% en 2018. Cette prévision est toutefois supérieure à celle d'octobre 2017 (6,5%) du FMI en raison d'une amélioration des perspectives de la demande extérieure chinoise.

En Afrique subsaharienne, la croissance atteindrait 3,4% en 2018 contre 2,8% en 2017, tirée, entre autres, par l'amélioration progressive des perspectives économiques des pays exportateurs de produits de base.

Au Nigéria, il est prévu une consolidation progressive de la situation économique portée par la hausse progressive du cours du pétrole et les mesures de redressement et de relance mises en œuvre par les autorités. Ainsi, le taux de croissance de l'économie s'établirait à 2,1% en 2018 contre 0,8% en 2017.

B- Environnement économique national

Au cours du premier trimestre 2018, la conjoncture économique a été marquée par une hausse de **3,7%** de l'indice du chiffre d'affaires en comparaison à la même période de l'année 2017. Cette hausse est portée par l'embellie de l'activité dans l'ensemble des différentes branches d'activité à l'exception de « l'élevage », et des « Banques et Assurances ». Le secteur des industries manufacturières (+11,8%) et celui de l'énergie (+8,7%) ont porté cette croissance soutenue d'une part par la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement, et, d'autre part, par l'amélioration de la conjoncture au plan sous régional.

Tableau n° 1 : Indice global du chiffre d'affaire au premier trimestre 2018

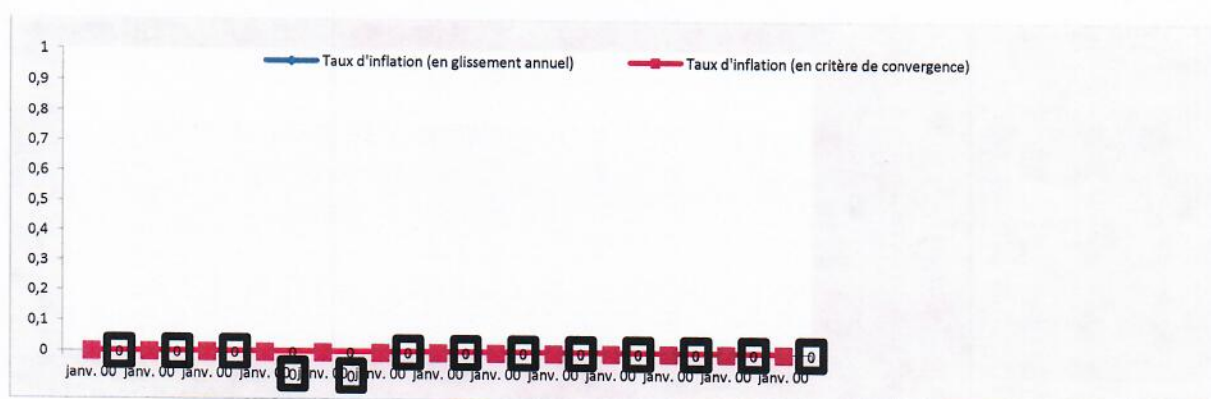
	Pondérations	Moyenne premier trimestre 2017 (1)	Moyenne premier trimestre 2018 (2)	Variation (2) par rapport à (1) (en %)
INDICE GLOBAL	10 000	102,86	106,70	3,7
Elevage	1 060	85,25	84,14	-1,3
Industries Manufacturières	1 427	90,93	101,70	11,8
Energie	194	97,28	105,73	8,7
BTP	803	116,51	121,92	4,6
Commerce	2 993	99,50	102,76	3,3
Transport et Télécoms	1 476	92,15	95,32	3,4
Banques et Assurances	333	108,76	106,75	-1,8
Autres Services	1 714	132,45	135,30	2,1

Source : DPC/DGAE, juin 2018

S'agissant des prix, la tendance du taux d'inflation en glissement annuel, qui était haussière depuis le deuxième trimestre de l'année 2017 s'est infléchi au début de l'année 2018 en raison de la baisse des prix des produits alimentaires et boissons alcoolisées.

S'agissant du taux d'inflation en critère de convergence, il est passé de 0,1% en janvier à 0,7% en mars 2018, restant contenue dans la norme communautaire de 3,0% prévue par les critères de convergence de l'UEMOA.

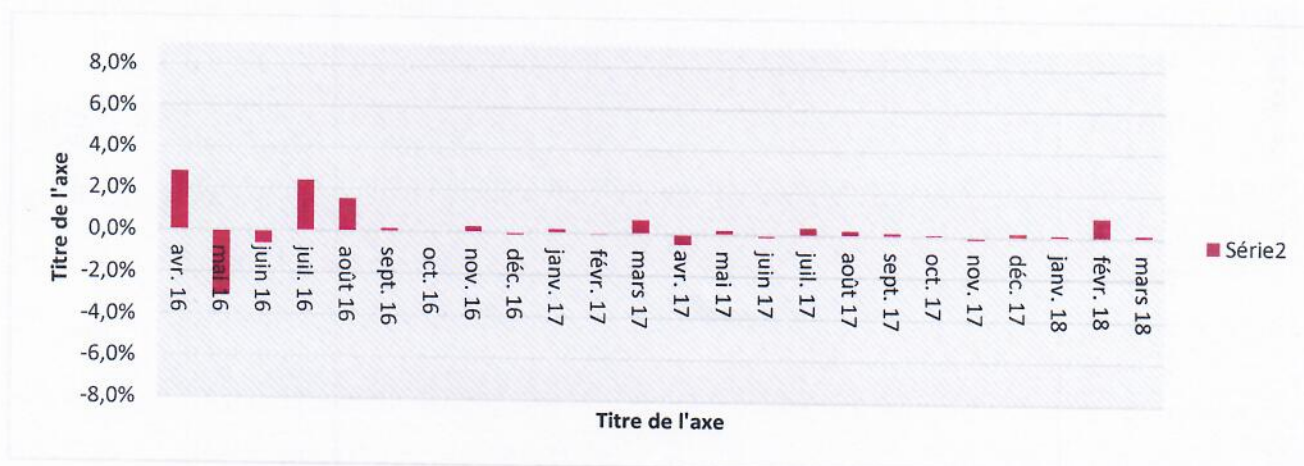
Graphique 1 : Evolution de l'inflation



Source : INSAE, juin 2018

Au niveau de l'emploi dans les grandes entreprises, il est noté une modeste amélioration en moyenne de 0,4% sur les trois (03) premiers mois de l'année 2018 en lien avec l'évolution de la conjoncture.

Graphique 2 : Evolution de l'emploi dans les grandes entreprises



Source : DPC/DGAE, mai 2018

Cette évolution de la conjoncture au premier trimestre est cohérente avec les prévisions faites pour l'ensemble de l'année 2018. En effet, il est attendu pour l'année 2018, un taux de croissance de **6,0%** contre **5,6%** en 2017 principalement portée par la mise en œuvre du PAG.

II- SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2018

A- Recettes budgétaires

Les éléments constitutifs des recettes budgétaires sont :

- les recettes des administrations financières (DGDDI, DGI et DGTCP) ;

Handwritten signature or mark.

- les recettes de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) ;
- les recettes du budget annexe (FNRB) et des autres organismes publics ;
- les recettes des comptes d'affectations spéciales ;
- les dons budgétaires ;
- les produits des allègements de la dette publique ;
- les fonds de concours et les recettes assimilées.

Les recettes budgétaires recouvrées au 31 mars 2018, s'établissent globalement à 230 218,1 millions de F CFA, sur un objectif annuel de 1 135 609,0 millions de F CFA, en hausse de 33 978,9 millions de FCFA correspondant à un taux d'accroissement de 17,33% par rapport aux réalisations du premier trimestre 2017 ressorties à 196 239,2 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 1 007 725 millions de FCFA.

A-1- Recettes des administrations financières

Les recettes brutes mobilisées par les administrations financières au 31 mars 2018 ressortent à 206 840,7 millions de FCFA sur une prévision de 979 984 millions de FCFA contre 176 963,1 millions de FCFA à fin mars 2017 sur une prévision de 866 700 millions de FCFA. En dépit du glissement positif de 29 877,6 millions de FCFA, le degré de recouvrement des recettes des administrations financières reste en deçà du niveau linéaire de 25%, quoique s'établissant en hausse par rapport au taux de recouvrement de 20,4% enregistré au premier trimestre 2017.

Les réalisations par régie financière sont récapitulées dans le tableau n° 2 ci-après :

Tableau n°2 : Evolution des réalisations des recettes brutes des administrations financières au 31 mars 2017 et 2018

En millions de FCFA

Régies	2017		Taux (%)	2018		Taux (%)	Ecart (Réal 2018-réal 2017)	Taux d'accrois (%)
	Prév	Réal.		Prév	Réal.			
Douanes	383 500	69 591,1	18,1	400 500	79 246,2	19,8	9 655,1	13,9
Impôts	415 200	92 502,3	22,3	473 400	105 788,8	22,3	13 286,5	14,4
Trésor	68 000	14 869,7	21,9	106 084	21 805,7	20,6	6 936,0	46,6
Total	866 700	176 963,1	20,4	979 984	206 840,7	21,1	29 877,6	16,9

Source : Régies/DGB, avril 2018

L'analyse de la performance de chacune des régies financières pendant la période sous revue par rapport à la même période en 2017 se présente ainsi qu'il suit :

A-1-1- Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI)

Les recettes recouvrées par la DGDDI au premier trimestre de l'année 2018 présentent une progression de 13,9%, correspondant à une hausse de 9 655,1 millions de FCFA. Elles sont passées de 69 591,1 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 383 500 millions de FCFA au premier trimestre 2017 à 79 246,2 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 400 500 millions de FCFA à fin mars 2018. Cette hausse n'est pas assez significative, malgré le gain de 1,7 point de croissance, au regard du niveau de recettes attendu. Le taux de recouvrement s'est limité à 19,8%.

En effet, plusieurs produits douaniers se sont mal comportés au cours de la période. Une analyse en glissement annuel fait observer que les véhicules, les bigues grues et bodins, les carreaux, l'huile de coco, les cigarettes, les déodorants, le ciment, le lait et crème de lait, les parties de construction et les autres barres en fer ou en acier non alliés, ont connu une baisse sensible de recettes de l'ordre de 3 841,5 millions de FCFA à fin mars 2018. A l'opposé de la catégorie précédente, les produits qui se sont assez bien comportés sont les huiles de palme, le riz, la volaille, le poisson congelé, la farine de blé, l'huile de tournesol, le sucre et les autres meubles. Toutefois, l'amélioration des recettes de 11 431,7 millions de FCFA imputable à ces

produits n'est pas suffisante pour porter les réalisations douanières au niveau attendu.

Tableau n° 3 : Décomposition des réalisations brutes de la DGDDI à fin mars 2017 et 2018

(En millions de FCFA)							
Nature des recettes	Prévision 2017	Réalisations au 31 mars 2017 (a)	Taux en %	Prévision 2018	Réalisations au 31 mars 2018 (b)	Taux (%)	Ecart (b-a)
I- Recettes fiscales	365 500	67 575	18	387 000	77 905	20	10 330
1- Impôt et taxes intérieurs sur les biens et services	183 110	26 596	15	151 430	32 002	21	5 406
taxes sur valeur ajoutée (TVA)	183 110	26 596	15	151 430	32 002	21	5 406
2- Droits et taxes à l'importation	134 585	32 352	24	177 051	38 455	22	6 103
Droit de douane	115 613	27 590	24	151 761	33 381	22	5 791
Redevance informatique	3 070	556	18	3 233	718	22	162
taxe acc (Plo mag Frais dépôt)	360	70	19	637	29	5	- 41
Remise douanière (part budget 3%)	92	2	2	14	1	7	- 1
Taxe Circulation véhicules	430	87	20	484	96	20	9
taxe hydrocarbures	4 600	1 627	35	7 971	1 400	18	- 227
Redevance statistique	8 390	2 050	24	11 117	2 487	22	437
Ajustement, sécurité et assainissement	1 500	266	18	1 297	246	19	- 20
taxe d'importation temporaire	530	104	20	537	97	18	- 7
3- Droits et taxes à l'exportation	1 080	672	62	13 254	2 067	16	1 395
Taxe spécifique réexportation	25	1	4	15	-	-	- 1
timbre douanier	1 005	179	18	824	139	17	- 40
taxe cir marchandises	-	-					-
taxe fiscale de sortie	-	-		2		-	-
contribution à la recherche agricole	50	492	984	12 413	1 928	16	1 436
4- Autres recettes fiscales	46 725	7 955	17	45 265	5 381	12	- 2 574
PCS UEMOA	10 200	-	-			-	-
PC CEDEAO	5 500	-	-			-	-
Redevance d'aménagement urbain	-	-		5 269	795	15	795
Redevance de sécurisation de corridor	-	-		20 020	673	3	673
Escorte	10 000	3 302	33		3	-	- 3 299
Taxe sur la pollution /éco taxe	1 000	243	24	1 255	267	21	24
Taxe spécifique ciment	25	12	48	63	0	0	- 12
Taxe stastique	20 000	4 398	22	17 698	3 369	19	- 1 029
FST				960	230	24	230
Redevance pour la protection de l'environnement					44	-	44

II-Recettes non fiscales	8 000	2 018	25	3 500	954	27	-	1 064
Produits vente douane	6 500	1 452	22	1 901	673	35	-	779
Amendes et confiscation douanière brute	1 500	566	38	-	20		-	546
Amendes et confiscations douanières BN				1 599	261	16		261
Reversement compasat, exéc/UEMOA	-	-						-
III-Exonération	10 000	-	-	10 000	388	4		388
Total recettes courantes	383 500	69 593	18	400 500	79 247	20		9 654
Recettes MP3		1 345	-		388	-	-	957
Total général	383 500	68 248	18	400 500	78 859	20		10 611
Source: DGB, mai 2018, sur la base des informations fournies par la DGDDI								

A-1-2- Direction Générale des Impôts(DGI)

Les produits de recettes fiscales et non fiscales recouverts par la DGI au cours des trois premiers mois de l'année 2018 ressortent à 105 788,8 millions de FCFA correspondant à un taux de réalisation de 22,3% sur une prévision annuelle de 473 400 millions de FCFA. Ils s'établissent en hausse de 13 286,5 millions de FCFA, soit 14,4% par rapport au recouvrement du premier trimestre 2017 qui ressortaient à 92 502,3 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 415 200 millions de FCFA.

La stagnation des produits de recettes de la DGI au taux de 22,3% au premier trimestre 2018 est imputable à l'insuffisance du rythme d'accélération de l'accroissement des recettes. Ceci est le fait, entre autres :

- (i) du retard observé dans la mise en œuvre de certaines réformes, notamment le déploiement dans certaines grandes surfaces commerciales des machines électroniques de facturation ;
- (ii) du faible niveau de recouvrement de la Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM),
- (iii) de la faible réalisation des chiffres d'affaires au niveau du secteur cimentier.

Tableau n° 4 : Point du recouvrement des recettes de la DGI au 31 mars 2017 et 2018

(En millions de FCFA)

Natures des Recettes	Prévisions 2017	Réalisation au 31 mars 2017	Taux de réalisation en %	Prévisions 2018	Réal. Au 31 mars 2018	Taux de réalisation en %	Ecart
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	131 950,0	25 099,7	19,0%	143 800,0	32 353,0	22,5%	7 253,2
2- Les Impôts sur les Revenus Salariaux	69 500,0	16 482,3	23,7%	72 900,0	17 928,6	24,6%	1 446,3
3- Les Impôts sur les Biens et Services	207 950,0	49 688,0	23,9%	251 200,0	54 328,3	0,1%	4 640,3
4- Les Impôts sur la Propriété	1 000,0	279,0	27,9%	1 500,0	130,8	8,7%	- 148,2
5- Les Autres Recettes Fiscales	4 800,0	646,6	13,5%	4 000,0	837,3	20,9%	190,7
6- Les Recettes Fiscales Diverses (Majorations et Pénalités)	-	285,5	-	-	190,6	-	- 94,9
7- Les Recettes Non Fiscales (Loyers d'Immeubles)	-	21,2	-	-	20,2	-	- 1,1
TOTAL BRUT	415 200,0	92 502,3	22,3%	473 400,0	105 788,8	22,3%	13 286,4
8- Les recettes MP3 et CD2 déductibles	24 800,0	4 275,0	17,2%	17 000,0	12 833,2	75,5%	8 558,2
TOTALES RECETTES NETTES HORS MP3 et CD2	390 400,0	88 227,4	22,6%	456 400,0	92 955,6	20,4%	4 728,3

SOURCES : DGB, mai 2018 sur la base des données produites par la DGI

A-1-3- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

Sur une prévision annuelle de 106 084 millions de FCFA, la DGTCP a recouvré au 31 mars 2018, 21 805,7 millions de FCFA, correspondant à un taux de 20,6% contre 14 869,7 millions de FCFA au premier trimestre 2017. Les produits de recettes de la DGTCP s'inscrivent ainsi en hausse de 6 936,0 millions FCFA au premier trimestre 2018. Cette hausse est somme toute faible et s'explique par le bas niveau de recouvrement concernant : (i) le revenu des entreprises et du domaine (21,47%) ; (ii) les autres recettes non fiscales (11,94%) ; (iii) les autres recettes exceptionnelles (16,5%).

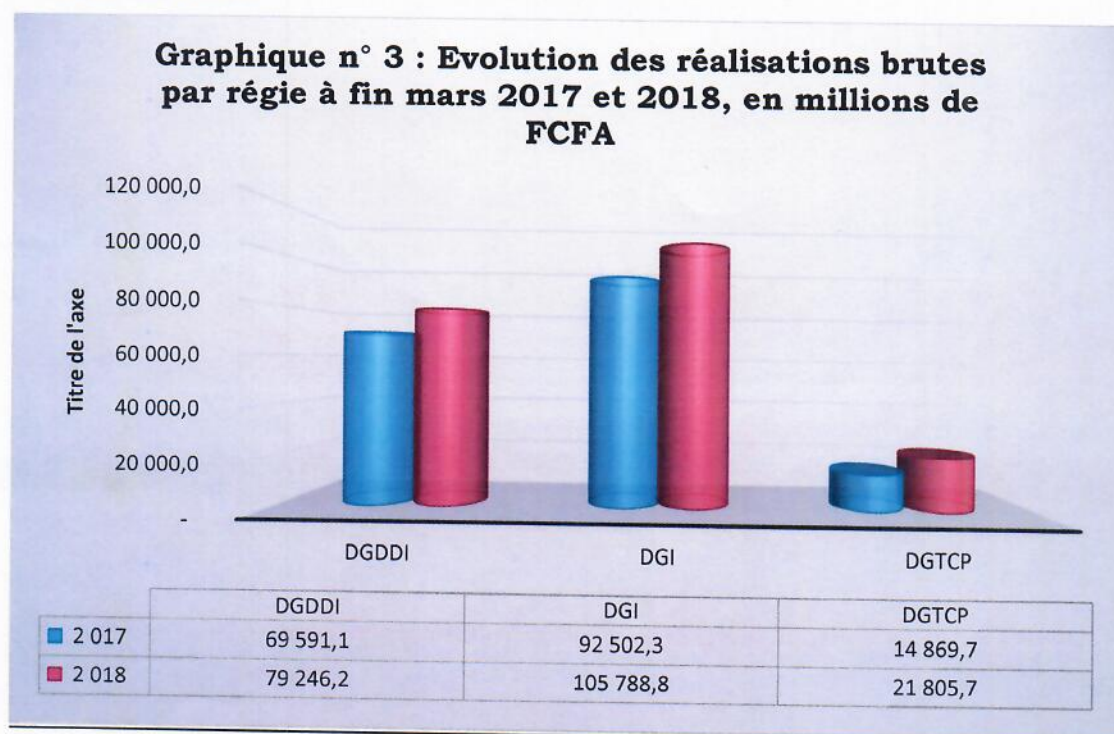
Tableau n° 5 : Point du recouvrement des recettes de la DGTCP au 31 mars 2017 et 2018

(En millions de FCFA)

Nature des recettes	Prévisions 2017	Réal au 30 mars 2017	Taux de réal en %	Prévisions 2018	Réal au 30 mars 2018	Taux de réal %	Ecart
1- Revenu de l'Entreprise et du Domaine	1 694	91	5	1 778	381,7	21	291
2- Droits et Frais Administratifs	4 267	1 362	32	4 480	1581,9	35	220
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	172	39	23	181	37	20	- 2
4- Produits Financières	4 600	-	-	4 830	6630	137	6 630
5- Autres Recettes Non Fiscales	39 950	8 619	22	53 632	6405	12	- 2 214
6- Recettes Exceptionnelles	17 317	4 759	27	41 183	6770	16	2 011
Total	68 000	14 870	22	106 084	21 806	21	6 936

Source: DGB, mai 2017 sur la base des données fournies par la DGTCP

L'évolution des réalisations par régie financière est présentée à travers le graphique ci-après :



A-2-Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)

A fin mars 2018, les recettes de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier, s'établissent à 233,5 millions de FCFA sur une prévision annuelle

de 3 025 millions de FCFA, soit un taux de recouvrement de 7,7%. Les recettes de l'ANDF au premier trimestre sont constituées des frais de mutation, des frais d'états descriptifs, des frais de duplicata, des frais d'attestation et des débours pour la délivrance des Titres Fonciers.

A-3- Recettes du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et des autres organismes publics

Les recettes du **Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB)** sont essentiellement constituées des cotisations sur salaire et des validations de service. Sur une prévision annuelle de 44 800 millions de FCFA, les recettes réalisées par le FNRB à fin mars 2018 s'établissent à 9 982,7 millions de FCFA. Elles correspondent à un taux de 22,3% contre 18,3% à fin mars 2017. On note à ce niveau, une hausse de performance de 4,0 points de pourcentage par rapport à 2017.

Le **Fonds Routier (FR)** a atteint au premier trimestre 2018 un niveau de recouvrement qui s'établit à 693,3 millions de FCFA contre 520,0 millions de FCFA à la même période en 2017. Les taux de recouvrement affichés sont respectivement de 11,8% et 17,3% en 2017 et 2018.

La Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) a mobilisé 922,9 millions de FCFA à fin mars 2018, sur une prévision annuelle de 5 000 millions de FCFA, contre 6 595,3 millions de FCFA à l'issue de la même période en 2017, sur une prévision annuelle de 3 300 millions de FCFA.

Le tableau n° 6 ci-dessous récapitule les réalisations au 31 mars 2017 et 2018 des recettes des trois (3) budgets.

Tableau n° 6 : Evolution des réalisations des recettes du FNRB et des autres organismes publics au 31 mars 2017 et 2018

En millions de FCFA

Nature des Ressources	2017			2018			Ecart de réalisation	
	<i>PREV. Annuelles</i>	<i>REAL. au 31 mars</i>	<i>TAUX (%)</i>	<i>PREV. Annuelles</i>	<i>REAL. au 31 mars</i>	<i>TAUX (%)</i>	<i>ECART</i>	<i>Taux d'accroissement</i>
<i>F N R B</i>	25 400	4 649,9	18,3	44 800	9 982,7	22,3	5 332,8	114,7
<i>Fonds Routier (Ressources propres)</i>	4 400	520,0	11,8	4 000	693,3	17,3	173,3	33,3
<i>C A A</i>	3 300	6 595,3	199,9	5 000	922,9	18,5	-5 672,4	-86,0
TOTAL	33 100	11 765,2	35,5	53 800	11 598,9	21,6	-166,3	-1,4

Source: MEF/DGB/CAA/FR, avril 2018

A-4- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

Constitués des ressources des Opérations Militaires à l'Extérieur et de celles du Partenariat Mondial pour l'Education, les Comptes d'Affectation Spéciale (CAS), à fin mars 2018, affichent 2 055,4 millions de FCFA, sur une prévision annuelle de 17 300 millions de FCFA. Le taux de réalisation de 11,9% représente uniquement les ressources du compte Opérations Militaires à l'Extérieur.

A-5- Autres recettes budgétaires

Sont classés dans la catégorie des autres recettes budgétaires : les produits issus des allègements de la dette, les dons budgétaires, les fonds de concours et les recettes assimilées.

Il est à signaler qu'aucune mobilisation n'a été réalisée au titre des dons budgétaires et allègement de la dette (IPPTE). Seuls les fonds de concours et recettes assimilées ont connu un début de mobilisation, soit 9 489,7 millions de FCFA des prévisions annuelles de 65 700 millions de FCFA. Le taux de mobilisation y afférent est de 14,4%.

Le tableau n° 7 ci-après détaille le niveau de mobilisation des autres recettes budgétaires à fin mars 2017 et 2018.

Tableau n° 7 : Récapitulatif de la mobilisation des autres ressources budgétaires à fin mars 2017 et 2018

En millions de FCFA

Nature des Ressources	2017			2018			Ecart de réalisation	
	PREV. Annuelles	REAL. au 31 mars	TAUX (%)	PREV. Annuelles	REAL. au 31 mars	TAUX (%)	ECART	Taux d'accroissement
Dons budgétaires	15 840	0,0	0	15 800	0,0	0	0,0	-
Allègement de la dette (IPPTE)	8 000	0,0	0	0	0,0	0	0	0
Fonds de concours + recettes assimilées	60 300	6 035,0	10,0	65 700	9 489,7	14,4	3 454,7	57,2
TOTAL	84 140	6 035,0	7,2	81 500	9 489,7	11,6	3 454,7	57,2

Source: MEF/DGB/CAA, avril 2018

B- Dépenses budgétaires

Les engagements de dépenses budgétaires au 31 mars 2018 ressortent à 328 294,3 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 1 406 318 millions de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 23,3%. Ils enregistrent une hausse de 37 244,4 millions de FCFA, soit 12,8%, par rapport au montant des dépenses engagées au premier trimestre 2017. L'accélération notée au cours des trois premiers mois de 2018 est tirée principalement par les dépenses en capital qui se sont accrues de 40,7% contre 9,1% pour les dépenses ordinaires. Cette nette progression de la mise en œuvre des investissements publics s'explique par le démarrage de plusieurs projets dont les études de faisabilité ont été validées en 2017.

Le niveau des engagements des dépenses budgétaires par catégorie à fin mars 2018 se présente ainsi qu'il suit :

B-1- Budget Général

B-1-1- Dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires sont constituées (i) des charges financières de la dette ; (ii) des dépenses de personnel ; (iii) des dépenses d'acquisition de biens et services et (iv) des dépenses de transfert.

L'engagement des dépenses ordinaires, au cours du premier trimestre 2018, affiche globalement un montant de 184 140,0 millions de FCFA, soit un taux de consommation de 23,0% des prévisions annuelles de 800 035 millions de FCFA.

B-1-1-1- Charges financières de la dette publique

Les charges financières de la dette publique ont été assurées, à fin mars 2018, à hauteur de 19 128,6 millions de FCFA correspondant à un taux d'exécution de 14,4%, des prévisions annuelles fixées à 132 900 millions de FCFA, en lien avec le calendrier de paiement du service de la dette.

Les charges financières de la dette publique exécutées au premier trimestre 2018 se composent de :

- charges financières de la dette intérieure : 14 638,3 millions de FCFA correspondant à un taux d'engagement de 13,6% ;
- charges financières de la dette extérieure : 4 490,3 millions de FCFA, correspondant à un taux d'engagement de 17,7%.

B-1-1-2- Dépenses de personnel

A fin mars 2018, le niveau d'exécution des dépenses de personnel ressort à 95 894,6 millions de FCFA, en hausse de 1 562,8 millions de FCFA par rapport au niveau des engagements à fin mars 2017. Rapporté aux prévisions annuelles, soit 375 450 millions de FCFA, ce niveau des engagements correspondant à un taux de consommation de 26,0% identique à celui enregistré à l'issue des trois premiers mois de 2017. L'écart positif noté est lié aux rémunérations des enseignants contractuels recrutés au profit du MEMP et du MESTFP en 2017 (environ 6000) et dont les traitements n'ont pas impacté les dépenses de personnel au premier trimestre 2017, alors que ceux-ci sont pris en compte dans le niveau d'exécution à fin mars 2018.

Par composante, les dépenses de personnel sont exécutées, pendant la période sous revue, comme ci-après :

- dépenses de personnel réparties : 80 468,4 millions de F CFA sur un total de 318 173 millions de FCFA correspondant à un taux d'exécution de 25,3% contre 27,1% un an plus tôt.
- dépenses de personnel non réparties : 15 066,6 millions de FCFA, soit 26,3% des prévisions annuelles de 57 277 millions de FCFA contre 13 910,4 millions de FCFA à fin mars 2017 ;

B-1-1-3- Dépenses d'acquisitions de biens et services

Les dépenses d'acquisitions de biens et services sont constituées des dépenses d'achats de biens et services et celles d'acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier.

Sur une prévision de 99 027,0 millions de FCFA inscrite en loi de finances 2018, les engagements s'élèvent à 25 995,0 millions de FCFA à fin mars correspondant à 26,5%, en hausse de 2 909,8 millions de FCFA, par rapport au niveau atteint à fin mars 2017. Cette hausse pourrait s'expliquer par l'apurement d'une partie des dettes contractée sur cette nature de dépenses en 2017.

Les engagements des dépenses d'acquisition de biens et services au premier trimestre 2018 sont détaillés, par catégorie, ainsi qu'il suit :

- les dépenses d'achats de biens et services ont connu un niveau d'engagement de 23 312,1 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 83 379 millions de FCFA, soit un taux de consommation de 28,0%, contre 24,5% en 2017.
- les dépenses d'acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier ont été exécutées à un taux de 17,1% pour un montant de 2 682,9 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 15 648 millions de FCFA.

B-1-1-4- Dépenses de transfert

A fin mars 2018, l'exécution des dépenses de transfert, base engagement, ressort à 43 121,8 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 192 658 millions de FCFA, en hausse de 10 034,2 millions de FCFA par rapport au niveau atteint à fin mars 2017. Cette augmentation des engagements des

dépenses de transfert est une implication positive de la célérité imprimée à la validation des Plans de Travaux Annuels 2018, contrairement à l'année 2017 où ces instruments d'opérationnalisation de l'exécution budgétaire n'ont été rendus disponibles que vers la fin du deuxième trimestre. En conséquence, au premier trimestre 2018, plusieurs activités imputées sur des dépenses de transferts ont été engagées, avec un effet accélérateur sur le rythme de consommation des crédits de transfert.

Le détail des engagements des dépenses de transfert pendant la période sous étude se présente comme ci-après :

- subventions d'exploitation : 16 639,4 millions de F CFA sur un objectif annuel de 70 672 millions de FCFA, soit un taux d'engagement de 23,5% contre 15,7% en 2017.
- transferts courants : 26 482,4 millions de FCFA à fin mars 2018 sur une prévision annuelle de 121 986 millions de FCFA, soit un taux de consommation de 21,7% contre 17,0% en 2017.

Le détail sur les niveaux d'engagement, par nature des dépenses ordinaires, est récapitulé dans le tableau n°8 ci-après :

Tableau n° 8 : Evolution des engagements des dépenses ordinaires au 31 mars 2017 et 2018

En millions de FCFA

Nature des dépenses	2017			2018			Ecart	
	Prév.	Eng.	Taux Eng.	Prév.	Eng.	Taux Eng.	Eng.	Taux d'accrois (%)
Charges fin. de la Dette Pub	103 700	18 332,2	17 ,7	132 900	19 128,6	14,4	796,4	4,3
Dépenses de personnel	354 628	94 331,8	26,6	375 450	95 894,6	25,5	1 562,8	1,7
Dép d'acquis de biens et services	102 597	23 085,2	22,5	99 027	25 995,0	26,3	2 909,8	12,6
Dépenses de transfert	200 200	33 087,6	16,5	192 658	43 121,8	22,4	10 034,2	30,3
Total	761 125	168 836,8	22,2	800 035	184 140,0	23,0	15 303,2	9,1

Source: MEF/DGB/SIGFiP, avril 2018

B-1-2- Dépenses en capital

Sur une prévision annuelle de 499 031,0 millions de FCFA, 119 839,3 millions de FCFA ont été engagés au titre des dépenses en capital à fin mars 2018 pour un taux de 24,0%. La consommation des crédits d'investissement

au premier trimestre 2018 s'inscrit en hausse de 40,7%, soit pour un montant de 34 690,8 millions de FCFA. L'exécution des dépenses en capital prend ainsi du relief au cours des trois premiers mois de l'année, contrairement à l'année 2017 où les engagements de dépenses en capital ne ressortaient qu'à 10,5% des prévisionnelles annuelles. L'allure prise par la consommation des crédits d'investissement public dès le début de l'année budgétaire 2018 est en étroite harmonie avec l'engagement des travaux, suite à la validation de nombreuses études de faisabilité au second semestre de l'année 2017.

Au titre desdits engagements, les dépenses en capital financées sur ressources intérieures comptent pour 98 572,3 millions de FCFA (36,1% des prévisions annuelles) celles financées sur ressources extérieures (financements sur prêts et dons) ressortent à 21 267,0 millions de FCFA sur une prévision de 225 700 millions de FCFA, soit un taux de consommation de 9,4% équivalant à un montant de 21 267,0 millions de FCFA.

L'exécution des dépenses en capital à fin mars 2017 et 2018 est retracée dans le tableau n° 9 ci-après :

Tableau n° 9 : Evolution des engagements des dépenses en capital à fin mars 2017 et 2018.

En millions de FCFA

Financement des dépenses	2017			2018			Ecart	
	Prévis	Eng.	Taux (%)	Prévis	Eng.	Taux Eng.	Eng	Taux d'accrois (%)
Ressources Intérieures	575 317	49 794,5	8,7	273 331,0	98 572,3	36,1	48 777,8	98,0
Ressources Ext : Adm. Centrale	233 000	35 354,0	15,2	225 700	21 267,0	9,4	-14 087,0	-39,8
*Prêts	172 700	29 319	17,0	160 000	11 777,4	7,4	-17 541,6	-59,8
*Dons	60 300	6 035	10,0	65 700	9 489,7	14,4	3 454,7	57,2
TOTAL	808 317	85 148,5	10,5	499 031	119 839,3	24,0	34 690,8	40,7

Source : MEF/DGB, avril 2018, sur la base des données fournies par la CAA

B-2- Dépenses de fonctionnement et charges de la pension

L'exécution des dépenses du FNRB, au premier trimestre 2018, affiche un montant total de 20 902,2 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 80 050 millions de FCFA contre 19 505,8 millions de FCFA à fin mars 2017.

Les dépenses engagées correspondent à un taux d'engagement de 26,1% en 2018 contre 29,6% sur une prévision de 65 850 millions de FCFA en 2017.

La progression de 1 396,4 millions de FCFA constatée par rapport à 2017 est imputable à la poursuite de l'application intégrale de la mesure de revalorisation de 1,5 point du traitement brut des enseignants de la maternelle, du primaire et du secondaire et de 1,25% des autres agents de l'Etat. Elle s'explique également par les levées de suspension qui ont pour conséquence de faire accroître le niveau des charges.

B-3- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

A fin mars 2018, les dépenses engagées au titre des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) se chiffrent à 3 412,7 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 27 202,0 millions de FCFA. Elles correspondent à un taux d'exécution de 12,5%.

Le détail sur l'exécution des différents CAS se présente ainsi qu'il suit :

Tableau n° 10 : Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale au 31 mars 2018

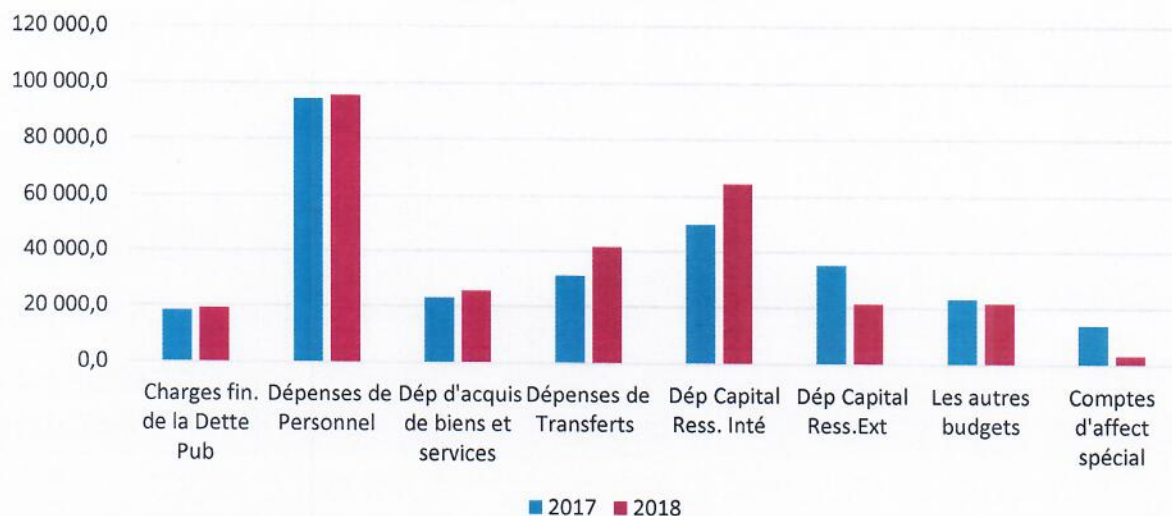
En millions de FCFA

Compte	Prévision annuelle	Montant engagé	Taux (%)
Opérations Militaires à l'Extérieur.....	16 000	0	0
Programme SYDONIA.....	0	0	0
Partenariat Mondial pour l'Education	1 300	2 751,4	82,0
Opérations d'Escortes Douanières...	0	0	0
Compte Promotion de la recherche agricole.....	4 100	-	-
Modernisation de l'Administration des Impôts	3 000	508,3	16,9
Etudes de faisabilités	0	0	0
Prévention et gestion des catastrophes	1 302	153	-
Compte opération RAMU	1 500		
Total	27 202	3 412,7	12,5

Source: MEF/DGB/DGTCP, avril 2018

L'évolution de l'exécution des dépenses à fin mars 2017 et 2018 est retracée par le graphique ci-après :

Graphique n° 4: Evolution des dépenses budgétaires à fin mars 2017 et 2018, en millions de FCFA



C- Solde budgétaire d'exécution

L'exécution base engagement du budget de l'Etat à fin mars 2018 présente les principaux soldes budgétaires récapitulés dans le tableau n° 11 ci-après :

Tableau n° 11 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution à fin mars 2018

En millions de FCFA

Type de Budget	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Général et Comptes d'Affectation	220 235,4	269 621,4	-49 386,0
FNRB	9 982,7	14 192,9	-4 210,2
Solde global d'exécution budgétaire	230 218,1	283 814,3	-53 596,2

Source : MEF/DGB, avril 2018

III- SITUATION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 31 MARS 2018

A- Mobilisation des ressources

Le premier trimestre de l'année 2018 est caractérisé par la mobilisation de 92 378,0 millions de FCFA au titre des ressources de trésorerie, soit 12,7% sur un objectif annuel de 727 309,0 millions de FCFA. Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie est retracé dans le tableau n° 12 ci-après :

**Tableau n° 12 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie
par nature à fin mars 2018**

En millions de FCFA

<i>Nature</i>	<i>Prévisions</i>	<i>Réalisations</i>	<i>Taux (%)</i>
Remboursement prêts et avances	200	0	0
Emission de dettes à moyen et long termes	279 600	17 831,3	6,4
<i>Emprunt extérieur (prêts et dons)</i>	199 600	11 777,4	5,9
<i>Financement banques locales</i>	80 000	6 035,9	7,6
Tirage sur FMI	26 700	0	0
Autres ressources de trésorerie	420 809	74 546,7	17,7
<i>Obligations du trésor</i>	320 809	30 179,7	9,4
<i>Bons du trésor</i>	100 000	44 367,0	44,4
Dépôts des correspondants du Trésor	0,0	0,0	-
Produits des cessions d'actifs	0,0	0,0	-
Total	727 309	92 378,0	12,7

Source : MEF/DGTCP/DGB, avril 2018

B- Exécution des charges de trésorerie

Les charges de trésorerie s'établissent à 91 010,8 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 456 600 millions de FCFA correspondant à un taux d'engagement de 19,9%. Les principales charges de trésorerie assurées au cours du premier trimestre 2018 sont : (i) l'amortissement des emprunts obligataires au taux de 31,7%. (ii) l'amortissement des bons du Trésor à hauteur de 32,2% ; (iii) les retraits des correspondants du Trésor exécutés à 103,1%, (iv) l'amortissement des tirages FMI au taux de 32,8%, (v) l'indemnité de vacation des enseignants au taux de 23,5%. Le point de l'exécution des charges de trésorerie est détaillé dans le tableau n° 13 ci-après :

Tableau n° 13 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin mars 2018

En millions de FCFA

<i>Nature</i>	<i>Prévisions</i>	<i>Réalisations</i>	<i>Taux (%)</i>
<i>Prêts et avances</i>	0	0,0	0,0
<i>Amortissement emprunts obligataires</i>	167 600	15 400	31,7
<i>Amortissement tirages FMI</i>	12 500	3 145,0	32,8
<i>Amortissement emprunts extérieurs</i>	35 300	4 219,7	13,4
<i>Amortissement Bons du Trésor</i>	154 000	52 162,0	32,2
<i>Retraits des correspondants du trésor</i>	10 000	10 305,2	103,1
<i>Indemnités de vacation des enseignants</i>	5 000	1 883,0	23,5
<i>Amortissement dettes banques locales</i>	72 200	3 895,9	9,8
Total	456 600	91 010,8	19,9

Source : MEF/DGTCP/DGB, avril 2018

Au total, la gestion de la trésorerie fait ressortir un solde de financement excédentaire d'un montant de 1 367,2 millions de FCFA. Ceci dénote un pilotage rigoureux des opérations de trésorerie.

Tableau n° 14 : Tableau de financement de l'exécution de la loi de finances pour la gestion 2018 à fin mars

En millions de FCFA

Eléments	Montants (en millions de FCFA)
Besoin de financement	144 607,0
Charge de trésorerie	91 010,8
Amortissement emprunts obligataires	15 400
Amortissement tirages FMI	3 145
Amortissement bon du trésor	52 162
Retraits des correspondants du trésor	10 305,2
Indemnités de vacation des enseignants	1 883,0
Amortissement emprunts extérieurs	4 219,7
Amortissement dettes banques locales	3 895,9
Solde budgétaire (base ordonnancement)	53 596,2
Ressources de financement	92 378,0
Remboursement prêts et avances	0
Emissions de dettes à moy. et long termes	17 831,3
<i>Prêt-programmes</i>	11 777,4
<i>Prêt Banques locales</i>	6 035,9
Tirage sur FMI	0
Dépôts des correspondants du Trésor	0,0
Autres ressources de trésorerie	74 546,7
<i>Bons de trésor</i>	44 367,0
<i>Obligation du Trésor</i>	30 179,7
Solde déficitaire au 31 mars 2018	52 229,0

IV- MODIFICATIONS INTERVENUES AU COURS DU 1^{er} TRIMESTRE 2018

Au cours du premier trimestre 2018, diverses procédures légales de modification des crédits budgétaires ont été mises en œuvre. Il s'agit, notamment, des procédures de virement, de transfert, d'annulation et de dépassement de crédits. Elles ont permis aux services publics de mettre en cohérence le budget avec les Plans de Travail Annuels validés et arrimés au PAG. Le tableau 15 ci-dessous retrace les mouvements de crédits intervenus au cours de la période.



Tableau n° 15 : Mouvement des crédits au titre du premier trimestre.

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
14	HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION	1 733 427 000		191 546 880	-			1 733 427 000
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	17 830 302 000	-	90 047 000	-	175 876 000	-	18 006 178 000
22	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	66 135 454 000	-	-	-	3 682 541 341	-	69 817 995 341
26	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION	14 649 406 000	-	65 491 600	-	125 000 000	-	14 774 406 000
32	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION	21 970 618 000	-	2 337 023 000	-	-	-	21 970 618 000
34	MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPEMENT DURABLE	75 191 057 000	11 721 000 000	13 890 000 000	13 923 000 000	19 451 501 285	-	108 565 558 285
36	MINISTERE DE LA SANTE	70 377 166 000	429 000 000	169 000 000	1 977 145 129	-	-	72 354 311 129
37	MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES MINES	53 929 900 000	3 961 897 000	3 961 897 000	-	-	-	53 929 900 000
39	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	84 438 237 000	-	-	-	-	3 688 976 000	88 127 213 000
40	MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES SPORTS	18 864 361 000	-	-	500 000 000	10 961 657 000	-	30 326 018 000
46	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI	15 044 328 000	-	-	771 568 000	-	-	15 815 896 000
51	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS	100 999 969 000	4 869 685 000	1 869 685 000	-	-	-	100 999 969 000
62	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE	107 444 804 000	-	-	3 910 455 000	-	-	111 355 259 000
64	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	29 043 388 000	-	-	1 082 073 133	-	-	30 125 461 133

CONCLUSION

A fin mars 2018, les régies financières ont dépassé les objectifs budgétaires à elles assignés. En ce qui concerne l'exécution des dépenses budgétaires, elle a connu un rythme proche de celui attendu. Elle affiche notamment une amélioration de performance de 6,2 points de pourcentage par rapport aux engagements de dépenses du premier trimestre 2017.

Le solde d'exécution de la loi de finances au 31 mars 2018 ressort déficitaire à 52 229,0 millions de FCFA.

Cotonou, le 26 JUIN 2018

LE DIRECTEUR GENERAL



DU BUDGET

Rodrigue S. CHAOU